

La N-VA demande plus de 200 millions de nouvelles dépenses

Le parti nationaliste est le plus gourmand de la coalition en vue du budget 2019.

PIETER BLOMME

Les partis du gouvernement Michel ont préparé leur «wish list» pour les négociations budgétaires qui doivent démarrer la semaine prochaine. Au total, ils demandent 410 millions d'euros de plus pour le budget 2019. 217 millions d'euros – soit plus de la moitié – émanent des ministres N-VA, 165 millions des ministres CD&V, 25 millions des ministres MR et 2 millions des ministres Open Vld.

Ces demandes ont de quoi étonner, car elles arrivent au moment où il est plutôt question d'économiser quelques milliards d'euros. Le Comité de monitoring, le groupe de hauts fonctionnaires responsables du suivi du budget, présentera un rapport la semaine prochaine. Mais il est déjà certain qu'au moins 3 milliards d'euros devront être trouvés

pour garder le budget de l'an prochain dans les clous.

La demande des ministres N-VA de disposer de plus de 200 millions supplémentaires fait grincer quelques dents au sein de la coalition. *«Bart De Wever prétend toujours qu'il est possible de garder le budget à l'équilibre, mais que ce sont les autres partis qui refusent. Mais la N-VA se trouve aujourd'hui au premier rang en termes de dépenses supplémentaires.»*

La N-VA demande notamment des moyens supplémentaires pour la sécurité, pour l'accueil des demandeurs d'asile pendant l'hiver et pour les personnes porteuses d'un handicap. Au CD&V, la majeure partie des demandes émanent du ministre de la Justice Koen Geens. Les demandes de budget supplémentaires du MR et de l'Open Vld sont très modestes. À

la N-VA, on ne se prive pas de souligner que la ministre de la Santé Maggie De Block (Open Vld) dépense près de 500 millions de plus que prévu en soins de santé. Elle se dit prête à économiser 200 millions, mais refuse de renoncer aux 300 millions qui résultent du succès de nouveaux traitements contre le cancer.

Les économies à réaliser devront donc venir d'ailleurs. Car le gouvernement Michel souhaite réduire le déficit 2019 à 0,6% du PIB. Il est plus que probable que cet objectif ne pourra être atteint, vu le peu de motivation des membres du gouvernement à réduire davantage les coûts. À quelques mois des élections, le gouvernement n'a pas très envie de prendre des mesures douloureuses. Le prochain gouvernement fédéral risque d'hériter d'un déficit budgétaire de 7 à 8 milliards d'euros.